

Les grands débats politiques en France, un modèle à suivre en Belgique ?

Près de dix millions de téléspectateurs ont regardé le débat entre les cinq principaux candidats de la présidentielle française, lundi soir. En Belgique, les débats politiques sont à la peine. Pourquoi ?

Pascal Delwit

Professeur de sciences politiques à l'Université libre de Bruxelles, Pascal Delwit mène ses recherches au Centre d'étude de la vie politique (Cevipol). Il est l'auteur de très nombreuses contributions sur la vie politique belge et européenne.

« En France, le débat est plus simple qu'en Belgique »

Pour Pascal Delwit, le système politique belge, fondé sur le consensus, rend les discours plus lisses, ce qui diminue le caractère spectaculaire des débats et donc l'attrait pour le téléspectateur.

La campagne présidentielle française est dépeinte comme pauvre sur le fond et s'inscrit dans un contexte global de défiance vis-à-vis de la politique. Le succès d'audience du débat de lundi est-il étonnant ?

Non. Il faut distinguer une forme d'approfondissement de la défiance vis-à-vis du personnel politique ou ce qu'il incarne de l'intérêt pour la politique. Les analyses des discussions dans les ménages montrent que, dans le temps, les thèmes politiques restent parmi les plus hauts. Il y a donc toujours une forme d'intérêt pour la politique. Ensuite, il s'agit d'une présidentielle et donc d'une élection où il y a d'une manière claire et nette un vainqueur et un vaincu au final. C'est une compétition dont les termes sont clairs. Le caractère simple du débat joue.

En Belgique, il y a peu de temps forts de débats. Regrettable ?

En France non plus, en dehors des temps électoraux, il n'y a pas de grands débats entre grands formats. Il s'agissait d'ailleurs d'une première : jamais ces cinq-là ne s'étaient rencontrés sur un même plateau de télévision. Tout ceci dans une dyna-

mique d'hyper-personnalisation des débats.

Cette absence de personnalisation forte des projets politiques explique-t-elle le désintérêt chez nous pour les débats télévisés, ceux du dimanche par exemple ?

Il est difficile de faire un débat en Belgique dans la mesure où il y a des partis francophones et néerlandophones, que certains sont dans la majorité au fédéral pas au niveau régional ou l'inverse. Par ailleurs, si l'on s'en tient aux partis francophones pour organiser un débat, on a vite fait le tour : on invite Elio Di Rupo, Olivier Chastel, Benoît Lutgen, Patrick Dupriez ou Zakia Khattabi, Olivier Maignain et Raoul Hedebouw, mais on ne peut pas le faire quatre fois d'affilée... Pour RTL ou la RTBF, en dehors de ces personnalités de premier plan, il n'est pas si simple d'un point de vue audiovisuel d'organiser un débat, ne fût-ce que mensuel, qui fasse une audience suffisamment intéressante. On tourne vite autour de quelques personnes.

Cela tient aussi à notre culture du débat politique ?

La Flandre l'a sans doute davantage. Il y a aussi un jeu qui s'est installé : les médias disent que c'est de la faute du politique, les politiques disent que c'est de la faute des médias. Quoi qu'il en soit, le dimanche midi, les vedettes n'y vont plus. S'ils y

vont moins, c'est moins regardé, mais s'ils y vont, ils sont surtout dans la récitation. Dans le débat de lundi en France, il y a eu quelques moments d'improvisation, dynamiques. Et on s'attendait à un échange musclé. Cela plaît au téléspectateur.

Trop de langue de bois chez nous ? On manque de tribuns, de trublions ?

C'est la raison pour laquelle les débats dominicaux chez nous proposent des petites séquences, qui s'enchaînent assez vite. Les chaînes essaient de créer du rythme par le nombre de débats et d'intervenants. C'est un des paradoxes de la vie politique : ce qui attire, c'est le côté accrocheur, rigolo, alors que la tendance est à tout préparer, à calibrer le discours.

La logique de parti cadenas les discours ?

Le paysage politique francophone est plus lisse. C'est lié pour partie à la nécessité de former des coalitions, à l'entrecroisement des clivages, qui rend les débats nécessairement moins conflictuels même si, en Flandre, la N-VA en a fait sa marque de fabrique, ce qui n'est pas sans poser des problèmes dans les gouvernements où elle se trouve. De plus, on n'a pas le personnel politique le plus en pointe sur les nouvelles méthodes de communication. ■

Propos recueillis par
CORENTIN DI PRIMA

Nicolas Baygert

Docteur en information et communication (UCL et Sorbonne), ses recherches portent notamment sur les notions de branding et de consumérisme politique. Il enseigne la communication politique et la communication des organisations à l'ULB et à l'hecs. Depuis 2016, il dirige le think tank Protagoras.

« On est toujours en participatie, pas encore en égocratie »

Les partis verrouillent toujours le débat politique en Belgique, tandis que la personnalisation des projets, en France, suscite davantage de passions, constate Nicolas Baygert.

Le succès d'audience du débat diffusé par TF1 lundi soir vous surprend-il ?

C'est la première fois qu'on voit s'affronter des personnalités – on pourrait presque parler de marques politiques – qui ont installé leur projet depuis plusieurs mois dans la campagne. Pour la première fois, leurs récits de campagne s'entrecroisaient, dans une sorte de rencontre de Champion's League. Cela intéresse le citoyen. Ajoutez à cela une mise en scène spatiale du débat en forme d'arène, qui faisait penser à l'émission « Le maillon faible ». On est clairement dans une américanisation décomplexée de la campagne présidentielle en France, dans un affrontement de projets politiques incarnés par des personnalités charismatiques. Ce n'est pas du tout à l'ordre du jour en Belgique.

Pourquoi ?

La Belgique est toujours en participatie, pas encore en égocratie. Les partis ont toujours le monopole du discours et de l'affrontement politiques, y compris pour les rares débats politiques qu'on peut encore observer à la télévision. Les

Belges, francophones en particulier, se passionnent pour la campagne française justement parce qu'il y a ici un manque d'incarnation, de projet original aussi, qui arrive à percer un certain degré de notoriété. Les candidats qui se démarquent sont très vite remis dans le rang par leur parti. C'est à la fois sain d'un point de vue démocratique de ne pas voir émerger des leaders un peu farfelus, mais cela empêche dans le même temps un renouvellement de la classe politique et un certain degré de passion et d'originalité dans le débat.

C'est lié au système proportionnel, qui nécessite peut-être davantage de rondeur dans les propos ?

Cela fait partie de l'ADN du leader politique belge, en tout cas côté francophone. C'est aussi une question de culture politique : le sens de la dialectique, de la rhétorique, fait partie de certaines cultures politiques, pas de la nôtre. Les personnalités qui, à l'étranger, seraient perçues comme charismatiques sont très rapidement décriées, taxées d'arrogance, en Belgique, ce qui les disqualifie d'emblée.

Hors périodes électorales, les ténors politiques ne débattent quasi jamais. Dommage ?

Il y a aujourd'hui une stratégie d'évitement par rapport aux débats de la part des leaders politiques. Ils ont peur d'y lais-

ser des plumes. Certains acteurs se mettent rapidement en pilote automatique, ce qu'on appelle la langue de bois. Très vite, on en vient à une juxtaposition d'éléments de langage, pas dans un débat d'idées, dans un échange. Une sorte de pacte de non-agression domine toujours. On sait qu'on va devoir former une coalition, négocié.

Cette absence de vigueur des débats explique-t-elle le désintérêt des téléspectateurs belges pour les émissions politiques dominicales ?

Certainement. Dans plusieurs pays, les primaires permettent de faire émerger des personnalités. Il s'agit parfois de surprises, parce que l'électeur veut déjouer les pronostics et ne veut pas se laisser imposer un candidat. C'est sain. Ça permet un contrôle sur le personnel politique, une ouverture du jeu. Peut-on l'imaginer au PS ou au MR ? Pourquoi pas ! Je suis sûr que ça passionnerait. Cela chamboulerait peut-être les partis. Mais n'est-ce pas cela qu'attend le citoyen aujourd'hui ? Le renouvellement politique peut se faire sous forme d'un spectacle, critique en soi, mais qui permet aussi une sorte de réinvestissement dans la politique. Le militantisme traditionnel est en déclin. On se passionne aujourd'hui davantage pour des personnalités qui crèvent l'écran. ■

Propos recueillis par
C.D.P.